

**Arrêté n° 1122-25-20-004  
de mise en demeure  
Société FLECHARD  
Commune de Rives d'Andaine**

Le Préfet de l'Orne  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.511-2, L.514-5, L.541-22, R.543-162 ;

**Vu** le code des relations du public avec l'administration et notamment les articles L.121-1 et L.122-1 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

**Vu** le décret du 08 novembre 2023 nommant monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la Préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 autorisant la société FLECHARD à exploiter une laiterie sur la commune de La Chapelle d'Andaine ;

**Vu** les résultats de l'autosurveillance du rejet des eaux résiduaires transmis par l'exploitant pour l'année 2024 sous GIDAF ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 04 novembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 décembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 4 décembre 2024 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le représentant de l'exploitant des possibilités de sanctions administratives ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que les résultats de l'autosurveillance mettent en évidence un dépassement récurrent des valeurs limites (PH, MES, DCO, DBO5) sur l'année 2024 ;

**Considérant** que ces dépassements constituent des non-conformités vis-à-vis de l'article 3.3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 qui impose les valeurs limites applicables aux eaux résiduaires traitées rejetées dans le ruisseau Les Louvrières, valables jusqu'au 31/12/2024 ;

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	81
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	1313	20	18
Matières en suspension totales (MEST)	1305	20	18
Phosphore total (PT)	1350	2	1,8
Azote global (NGI)	1319	10	9
NKJ	1335	Sans VLE	Sans VLE
NH4	1339	Sans VLE	Sans VLE
NO2	1340	Sans VLE	Sans VLE
NO3	1551	Sans VLE	Sans VLE
Chlorures (Cl-)	1337	Sans VLE	Sans VLE

**Référence du point de rejet : "eaux usées traitées globales (cumul point de rejet n°1 et n°2)"**

- débit maximal journalier (débit total points de rejet n°1 et 2) : 710 m³/j,
- débit maximum horaire : 30 m³/h.

**Considérant** que pour atteindre le respect des valeurs limites, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 prescrit à l'exploitant dans son article 3.3.2, d'une part de choisir une solution technique et de la présenter à l'inspection des ICPE sous un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté sus nommé ; d'autre part de transmettre à l'inspection des ICPE le planning et le descriptif des travaux sous un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêté sus nommé ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas réalisé ces prescriptions ;

**Considérant par ailleurs** que le retard accumulé par la société Fléchard dans le choix de la solution technique ne permettra pas de respecter les valeurs limites applicables aux eaux résiduaires traitées rejetées dans le ruisseau Les Louvrières à compter du 01/01/2025, fixées par l'article 3.3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	25 mg/l	14,2 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	1313	7 mg/l	5 kg/j
Matières en suspension totales (MEST)	1305	17,5 mg/l	12,4 kg/j
Phosphore total (PT)	1350	0,2 mg/l	0,14 kg/j
Azote global (NGI)	1551	13,2mg/l	9,4 kg/j
NKJ	1319	1,5 mg/l	1,1 kg/j
NH4	1335	0,4 mg/l	0,3 kg/j
NO2	1339	0,4 mg/l	0,3 kg/j
NO3	1340	53,8mg/l	38,2 kg/j
Trichlorométhane/ Chloroforme	1135	0,0085 mg/l	0,006 kg/j

Zinc	1383	0,0280 mg/l	0,020 kg/j
Cuivre total	1392	0,0550 mg/l	0,040 kg/j
Nonylphénols	1958	0,001 mg/l	0,001 kg/j
Nickel	1386	0,0140 mg/l	0,010 kg/j
Acide chloroacétique	1465	0,0023 mg/l	0,002 kg/j
Chlorures (Cl-)	1337	Sans VLE	Sans VLE

**Référence du point de rejet : "eaux usées traitées globales (cumul point de rejet n°1 et n°2)"**

- débit maximal journalier (débit total points de rejet n°1 et 2) : 850 m³/j,
- débit maximum horaire : 35 m³/h.

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où de forts dépassements des valeurs limites d'émission constatés, pour les paramètres matières en suspension et demande chimique en oxygène notamment, créent une pollution non maîtrisée pouvant influencer sur la vie aquatique (teneur en oxygène, eutrophisation...) ou pour les écosystèmes (accumulation de substances toxiques) ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Flécharde de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 3.3.2, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

## ARRÊTE

### **Article 1 :**

La société Flécharde, exploitant une laiterie sise Laiterie du Pont - Morin - Zone industrielle La Chapelle d'Andaine sur la commune de Rives d'Andaine (61140) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2023 susvisé en mettant en œuvre les moyens nécessaires pour que l'ensemble des paramètres réglementés (concentrations et/ou flux) soit inférieur à la valeur limite d'émission imposée les concernant par le l'article 3.3.3.1 jusqu'au 31/12/2024 et l'article 3.3.3.2 à compter du 01/01/2025 , à savoir

**« Sous un délai de 2 mois, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant informe l'inspection des installations classées du choix de la solution retenue pour le devenir de ses eaux résiduaires traitées afin de respecter les valeurs limites fixées par l'article 3.3.3.2 en cas de rejet dans le ruisseau Les Louvrières à compter du 01/01/2025, ou les valeurs limites fixées par l'article 3.3.4 en cas de rejet dans la Mayenne. Il transmet les éléments justificatifs actant ce choix (bon de commande, dossier d'étude...). »**

**Sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant transmet le rétroplanning et descriptif des travaux ainsi que, si nécessaire en fonction de la solution retenue :**

- le dossier de demande d'examen au cas par cas si la solution de rejet par canalisation vers la rivière la Mayenne (cf. tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement) est retenu (article 3.3.4 de l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2023),
- le dossier d'épandage de l'effluent traité si la solution de ferti-irrigation est retenue. »

#### **Article 2 :**

Faute, pour la société Fléchard, de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Caen.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du Code de justice administrative).

#### **Article 4 :**

Le présent arrêté est notifié à la société Fléchard, exploitant une laiterie sise Laiterie du Pont - Morin - Zone industrielle La Chapelle d'Andaine sur la commune de Rives d'Andaine (61140).

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

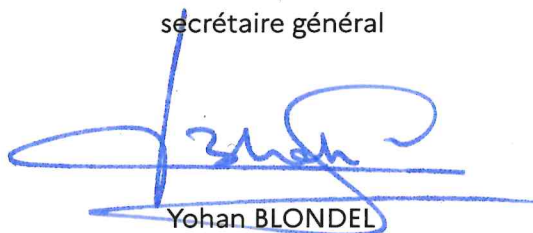
Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Rives d'Andaine pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de l'Orne.

#### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne, le maire de la commune de Rives d'Andaine et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **17 JAN. 2025**

Pour le préfet,  
le sous-préfet,  
secrétaire général



Yohan BLONDEL